

OPINIONS • LIBAN

L'école au Liban, une « longue histoire de rivalités entre puissances étrangères »

TRIBUNE

Joëlle Abi-Rached

Historienne

Dans l'histoire du Liban, l'éducation a toujours fait l'objet d'une compétition entre puissances rivales, estime, dans une tribune au « Monde », l'historienne Joëlle Abi-Rached, pour qui la crise économique et l'effondrement de l'Etat signent l'échec de cette élite éduquée.

Publié aujourd'hui à 07h15 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. Le président Macron se rend pour la deuxième fois en moins d'un mois au Liban après l'explosion meurtrière de Beyrouth, pour y célébrer notamment le centenaire du Grand Liban déclaré tel, faut-il encore le rappeler, par le général Gouraud à la Résidence des Pins (aujourd'hui le siège de l'ambassade de France), entouré du patriarche maronite ainsi que du mufti sunnite. Cette visite aussi riche en symboles qu'en controverses est une dernière tentative de secouer une classe politique paralysée, alors que le pays dérive vers l'abîme.

Avant l'explosion du 4 août, Jean-Yves Le Drian avait annoncé un programme d'aide financière (15 millions d'euros) pour sauver les écoles privées francophones de la faillite, la plupart fondées par des missionnaires français. L'intervention du ministre de l'Europe et des affaires étrangères était intervenue un mois après l'annonce d'une aide américaine de 20 millions de dollars (16,75 millions d'euros) aux universités américaines de Beyrouth, elles aussi au bord de l'effondrement. Evidemment, l'explosion rend cette tâche encore plus urgente vu qu'une centaine d'écoles ont été endommagées par la déflagration.

Lire aussi | [Henry Laurens : « Pour les Français, les Libanais ne sont pas des étrangers »](#)

Il est notable que Jean-Yves Le Drian avait fait sa déclaration dans une école chrétienne, le carmel Saint-Joseph (une congrégation religieuse française reconnue comme ordre catholique en 1872), dans une localité du Chouf. Pourquoi le lien missionnaire est-il si révélateur ? Et pourquoi le Chouf est-il si symbolique ? Pour répondre à ces questions, il faut remonter au XIX^e siècle.

Intérêts français

Quelques années après les affrontements sectaires de 1840 entre les maronites et les druzes au mont Liban, Cornelius Van Dyck (1818-1895), missionnaire médical protestant et l'un des fondateurs de

l'université américaine de Beyrouth, déclare lors de l'inauguration d'une école : « *J'ouvre aujourd'hui deux écoles – une que j'établirai, et une que les jésuites fonderont pour s'y opposer.* »

On assiste à une reprise de cette dynamique de compétition entre puissances étrangères avec de nouveaux venus tels que l'Iran ou la Chine

Deux décennies plus tard, à la suite de nouveaux affrontements à Damas et dans le Chouf, une série d'accords entre les puissances européennes et l'Empire ottoman transforma le Mont-Liban en une enclave autonome dirigée pour la première fois par un gouverneur ottoman chrétien, ouvrant ainsi le champ au travail missionnaire.

La période 1860-1861 est à la fois un moment de crise dans l'histoire du Liban, et une opportunité pour les missionnaires qui y affluent pour contribuer aux efforts humanitaires. Des écoles, des orphelinats, des dispensaires et des hôpitaux prolifèrent. L'université américaine de Beyrouth et l'université Saint-Joseph, deux des universités les plus anciennes et les plus prestigieuses du pays, sont fondées respectivement en 1866 par des missionnaires protestants et en 1875 par des jésuites.

Lire aussi | Liban : les responsables étrangers se succèdent à Beyrouth, le Hezbollah rejette un gouvernement « neutre »

Pour Léon Gambetta (1838-1882), dont le gouvernement fortement anticlérical a soutenu l'effort de ces derniers, « *l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation...* », justifiant ainsi le soutien des missionnaires chrétiens en Orient pour propager et étendre les intérêts français. Le jésuite Lucien Cattin (1851-1929), chancelier de la faculté de médecine de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, est plus précis. La mission de la faculté est double : « *Étendre et approfondir l'influence traditionnelle de la France en Orient* », mais aussi et surtout « *résister à l'influence américaine et allemande* ».

Conjectures fantasmées

L'investissement dans l'éducation, qui s'est consolidé pendant le mandat français, a ainsi pour but de former l'élite pour asseoir à travers elle l'influence française dans la région. Les correspondances diplomatiques regorgent de conjectures fantasmées sur l'importance de l'élite locale façonnée à leur image. Comme l'écrit un diplomate français en 1953, « *bientôt – demain peut-être à la mesure de l'histoire – l'Orient sera-t-il encore dirigé par les seules classes sociales sur qui nous fondons notre action depuis 1860 ?* ».

D'autres puissances concurrentes se sont jointes à cette compétition pour former l'élite du futur. Depuis le traité de Küçük Kaynarca de 1774, les Russes renforcent leur influence en aidant les communautés orthodoxes au Proche-Orient à mieux résister aux incursions protestantes et catholiques. Les Anglais, notamment par le biais des quakers, y créent un réseau d'écoles et de dispensaires. Le sultan ottoman, calife de l'oumma [communauté] sunnite, est aussi intervenu, finançant par exemple une école médicale à Damas en 1901 pour y contrer l'influence grandissante de la France.

Lire aussi | « L'école c'est la véritable "banque" du Liban de demain »

Aujourd'hui, dans le vide créé par l'effondrement de l'Etat, on assiste à une reprise de cette dynamique de compétition entre puissances étrangères avec de nouveaux venus tels que l'Iran ou la

Chine. Cela ne devrait pas surprendre dans cette longue histoire de rivalité qui n'a jamais faibli dans cette partie du monde.

Historiquement, cette compétition fut étonnamment productive, dans l'éducation de plusieurs générations de Libanais, la création d'institutions et la production d'une élite influente. Mais l'échec d'une classe dirigeante face à une crise économique sans précédent, qui rappelle la période de crise existentielle d'il y a près de deux siècles, est une preuve qu'une élite bien éduquée ne suffit pas pour construire un Etat.

qj Joëlle Abi-Rached est chercheuse invitée en histoire de la médecine à l'Ecole normale supérieure et chercheuse invitée au centre Alexandre-Koyré de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Joëlle Abi-Rached (Historienne)